Souss / Irrigation: Les agriculteurs prêts à payer plus Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 14-05-2008 01:45:40

- · La profession défend le projet de dessalement d'eau de mer
- · Volonté de s'impliquer dans un partenariat public-privé

LA problématique de l'eau était au coeur du débat jeudi dernier à Agadir lors de l'assemblée générale de l'Association des producteurs exportateurs de fruits et légumes (Apefel).

Normal, les opérateurs sont inquiets. La diminuation de la nappe phréatique est arrivée à un niveau critique. Et pour cause, la pluviométrie enregistrée n'a pas été satisfaisante, cette année. En conséquence, le barrage Youssef Ben Tachfine (Tiznit) ne peut offrir d'eau aux exploitations de la région. C'est que les apports enregistrés au niveau de ce barrage n'ont même pas atteint 10 millions de m3 alors que les besoins en eau des exploitations de la zone sont estimés à 80 millions. Aussi, les professionnels sont-ils conscients qu'ils ne peuvent plus miser uniquement sur les eaux souterraines et de surface mais faire appel aussi à d'autres ressources, et notamment celles issues du dessalement d'eau de mer. Ce n'est pas la première fois que cette solution est évoquée. Le fait nouveau tient à la volonté des opérateurs de passer à l'action, quitte à supporter le surcoût résultant de l'eau dessalée. «Les usagers sont aujourd'hui au pied du mur et ne veulent surtout pas arriver à la situation de Sebt Guerdane où des milliers d'hectares d'agrumes ont fini par disparaître ces dernières années», précise Abderrazak Mouisset, président de l'Apefel. Ce que préconise le professionnel dans le cadre du dessalement d'eau de mer, c'est un mégaprojet pour accompagner le développement du secteur. De l'avis d'un opérateur, près de deux ans sont nécessaires en termes d'étude pour le mettre sur pied. Pour Chakib Jenane, responsable en charge du secteur agro-industriel à l'Onudi, les opérateurs du Souss pourraient s'inspirer des expériences des pays en avance en la matière et ainsi gagner du temps. Il a salué, dans ce contexte l'idée des professionnels de développer le dessalement d'eau de mer et a indiqué à L'Economiste que l'Onudi pourrait bien accompagner le secteur sur le plan financier pour l'accomplissement du projet. Cela tombe bien, car les agriculteurs comptent faire appel à des soutiens extérieurs. Ils se disent prêts également à s'impliquer dans le cadre d'un partenariat public-privé. Par ailleurs, les professionnels souhaiteraient que ce projet soit intégré dans le programme d'action du plan Maroc Vert puisque cette vision évoque, dans ses grandes lignes, la problématique de l'eau.

De cette stratégie, ils attendent beaucoup et considèrent que la démarche est une grande avancée pour le secteur. Des interrogations restent toutefois posées quand aux détails de réalisation de ce plan. Des réponses seront sûrement apportées dans le programme d'action de la stratégie, en cours d'élaboration. En attendant, la question du foncier et sa répartition taraude l'esprit de beaucoup d'opérateurs. «J'espère que ce ne seront pas les grands groupes déjà nantis qui vont en profiter», lance un professionnel.

Performances

LE phénomène de la rareté des ressources en eau dans le Souss n'a pas empêché les agriculteurs

de réaliser, cette année, une bonne campagne d'exportation de tomates. A noter que le volume exporté depuis le début de la campagne a atteint 316.500 tonnes au 4 mai, soit plus de 95% des expéditions au départ du Maroc. Pour les agrumes, la région du Souss a réalisé plus de 65% des exportations totales à la même date. Le volume expédié a atteint 330.700 tonnes sur un total de 511.000.

L'économiste